



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL

DES

ACTES ADMINISTRATIFS

AGENCE REGIONALE DE SANTE
DD92

N° Spécial

30 juillet 2021

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° Spécial ARS DD92 du 30 juillet 2021

Arrêté	Date	AGENCE REGIONALE DE SANTE	Page
-	30.07.2021	Arrêté préfectoral désignant le centre municipal de santé Jaurès à Clamart en tant que centre de vaccination contre la Covid-19	3
-	30.07.2021	Arrêté préfectoral désignant le pavillon des fêtes à Levallois-Perret en tant que centre de vaccination contre la Covid-19	4
-	30.07.2021	Arrêté préfectoral désignant la salle de l'orangerie au CREPS de Châtenay-Malabry en tant que centre de vaccination contre la Covid-19	6
-	30.07.2021	Arrêté préfectoral désignant la salle des fêtes sise 48-50 avenue Louis Roche à Gennevilliers en tant que centre de vaccination contre la Covid-19	8

ARRETE PREFECTORAL désignant le centre municipal de santé Jaurès à Clamart en tant que centre de vaccination contre la Covid-19

**LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de la santé publique, son titre III et notamment ses articles L. 3131-15, L. 3131-16 ;

VU la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

VU la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire et notamment son article 1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent HOTTIAUX en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

VU le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

VU l'arrêté du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, notamment le VIII ter de l'article 5 ;

VU l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France du 29 juillet 2021 ;

VU l'urgence ;

CONSIDERANT que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDERANT que la vaccination est un axe essentiel de la lutte contre l'épidémie de covid-19 ; que l'organisation de la campagne de vaccination doit prendre en compte l'enjeu sanitaire d'une protection rapide des populations les plus exposées ou les plus à risque et la nécessité d'adapter l'offre de vaccination en fonction des publics ; qu'à cette fin, il importe que des structures puissent être désignées comme centres de vaccination contre la covid-19 ;

CONSIDERANT que le dossier d'ouverture d'un centre de vaccination déposé par la ville de Clamart est complet et répond aux critères d'un cahier des charges pré-défini ;

Sur proposition de la déléguée départementale des Hauts-de-Seine de l'agence régionale de santé Ile-de-France,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

La vaccination contre la covid-19 peut être assurée à compter du 1^{er} août 2021 et pendant toute la durée de la campagne de vaccination 2021 dans le centre suivant :

- centre municipal de santé sis 55 avenue Jean Jaurès à Clamart (92140)

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 3 :

L'arrêté préfectoral du 12 janvier 2021 désignant la salle des fêtes Hunebelle de Clamart en tant que centre de vaccination contre la Covid-19 est abrogé.

ARTICLE 4 :

La directrice de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine, la déléguée départementale des Hauts-de-Seine de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France, le maire de Clamart sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Fait à Nanterre, 30 juillet 2021

P/Le préfet des Hauts-de-Seine
La sous-préfète, directrice de
Cabinet

Signé

Sandra GUTHLEBEN

ARRETE PREFECTORAL désignant le pavillon des fêtes à Levallois-Perret en tant que centre de vaccination contre la Covid-19

**LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de la santé publique, son titre III et notamment ses articles L. 3131-15, L. 3131-16 ;

VU la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

VU la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire et notamment son article 1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent HOTTIAUX en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

VU le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

VU l'arrêté du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, notamment le VIII ter de l'article 5 ;

VU l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France du 29 juillet 2021 ;

VU l'urgence ;

CONSIDERANT que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDERANT que la vaccination est un axe essentiel de la lutte contre l'épidémie de covid-19 ; que l'organisation de la campagne de vaccination doit prendre en compte l'enjeu sanitaire d'une protection rapide des populations les plus exposées ou les plus à risque et la nécessité d'adapter l'offre de vaccination en fonction des publics ; qu'à cette fin, il importe que des structures puissent être désignées comme centres de vaccination contre la covid-19 ;

CONSIDERANT que le dossier d'ouverture d'un centre de vaccination déposé par la ville de Levallois-Perret est complet et répond aux critères d'un cahier des charges pré-défini ;

Sur proposition de la déléguée départementale des Hauts-de-Seine de l'agence régionale de santé Ile-de-France,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

La vaccination contre la covid-19 peut être assurée à compter du 23 août 2021 et pendant toute la durée de la campagne de vaccination 2021 dans le centre suivant :

- Le pavillon des fêtes sis 3 place de Verdun à Levallois-Perret (92300)

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 3 :

L'arrêté préfectoral du 4 mars 2021 désignant la salle Secrétin du palais des sports Marcel Cerdan à Levallois-Perret en tant que centre de vaccination contre la Covid-19 est abrogé.

ARTICLE 4 :

La directrice de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine, la déléguée départementale des Hauts-de-Seine de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France, le maire de Levallois-Perret sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Fait à Nanterre, 30 juillet 2021

P/Le préfet des Hauts-de-Seine
La sous-préfète, directrice de Cabinet

Signé

Sandra GUTHLEBEN

ARRETE PREFECTORAL désignant la salle de l'orangerie au CREPS de Châtenay-Malabry en tant que centre de vaccination contre la Covid-19

**LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de la santé publique, son titre III et notamment ses articles L. 3131-15, L. 3131-16 ;

VU la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

VU la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire et notamment son article 1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent HOTTIAUX en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

VU le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

VU l'arrêté du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, notamment le VIII ter de l'article 5 ;

VU l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France du 29 juillet 2021 ;

VU l'urgence ;

CONSIDERANT que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDERANT que la vaccination est un axe essentiel de la lutte contre l'épidémie de covid-19 ; que l'organisation de la campagne de vaccination doit prendre en compte l'enjeu sanitaire d'une protection rapide des populations les plus exposées ou les plus à risque et la nécessité d'adapter l'offre de vaccination en fonction des publics ; qu'à cette fin, il importe que des structures puissent être désignées comme centres de vaccination contre la covid-19 ;

CONSIDERANT que le dossier d'ouverture d'un centre de vaccination déposé par la ville de Châtenay-Malabry et du Plessis-Robinson est complet et répond aux critères d'un cahier des charges pré-défini ;

Sur proposition de la déléguée départementale des Hauts-de-Seine de l'agence régionale de santé Ile-de-France,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

La vaccination contre la covid-19 peut être assurée à compter du 30 août 2021 et pendant toute la durée de la campagne de vaccination 2021 dans le centre suivant :

- Salle de l'orangerie au CREPS sise 1 rue du docteur le Savoureux à Châtenay-Malabry (92290)

ARTICLE 2 :

L'arrêté préfectoral du 26 mars 2021 désignant l'espace omnisports Pierre Bérégovoy de Châtenay-Malabry en tant que centre de vaccination contre la Covid-19 est abrogé.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 4 :

La directrice de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine, la déléguée départementale des Hauts-de-Seine de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France, les maires de Châtenay-Malabry et du Plessis-Robinson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Fait à Nanterre, 30 juillet 2021

P/Le préfet des Hauts-de-Seine
La sous-préfète, directrice de Cabinet

Signé

Sandra GUTHLEBEN

ARRETE PREFECTORAL désignant la salle des fêtes sise 48-50 avenue Louis Roche à Gennevilliers en tant que centre de vaccination contre la Covid-19

**LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de la santé publique, son titre III et notamment ses articles L. 3131-15, L. 3131-16 ;

VU la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

VU la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire et notamment son article 1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent HOTTIAUX en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

VU le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

VU l'arrêté du 1^{er} juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, notamment le VIII ter de l'article 5 ;

VU l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé Ile-de-France du 29 juillet 2021 ;

VU l'urgence ;

CONSIDERANT que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDERANT que la vaccination est un axe essentiel de la lutte contre l'épidémie de covid-19 ; que l'organisation de la campagne de vaccination doit prendre en compte l'enjeu sanitaire d'une protection rapide des populations les plus exposées ou les plus à risque et la nécessité d'adapter l'offre de vaccination en fonction des publics ; qu'à cette fin, il importe que des structures puissent être désignées comme centres de vaccination contre la covid-19 ;

CONSIDERANT que le dossier d'ouverture d'un centre de vaccination déposé par la ville de Gennevilliers est complet et répond aux critères d'un cahier des charges pré-défini ;

Sur proposition de la déléguée départementale des Hauts-de-Seine de l'agence régionale de santé Ile-de-France,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

La vaccination contre la covid-19 peut être assurée à compter du 7 septembre 2021 et pendant toute la durée de la campagne de vaccination 2021 dans le centre suivant :

- Salle des fêtes sise 48-50 avenue Louis Roche à GENNEVILLIERS (92230)

ARTICLE 2 :

L'arrêté préfectoral du 29 mars 2021 désignant le gymnase Paul Langevin à Gennevilliers en tant que centre de vaccination contre la Covid-19 est abrogé.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 4 :

La directrice de cabinet du préfet des Hauts-de-Seine, la déléguée départementale des Hauts-de-Seine de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France, le maire de Gennevilliers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Fait à Nanterre, 30 juillet 2021

P/Le préfet des Hauts-de-Seine
La sous-préfète, directrice de Cabinet

Signé

Sandra GUTHLEBEN

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

ISSN 0985 - 5955

Pour toute correspondance, s'adresser à :

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Pôle de Coordination Interministérielle

167/177, Avenue Joliot Curie
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

Directeur de la publication :

Vincent BERTON

SECRETAIRE GENERAL

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>